

PRÉFECTURE DE LA RÉGION BOURGOGNE

Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche
et de l'Environnement de Bourgogne

Chalon sur Saône, le 2 juin 2009

Groupe de Subdivision de Saône et Loire
Subdivision 3

Référence : DG/MV 020509 n° 101
Affaire suivie par : Delphine GIRARD
Mél. delphine.girard@industrie.gouv.fr
Site internet : www.bourgogne.drire.gouv.fr
Tél. 03 85 90 04 21 – Fax : 03 85 90 04 15

Objet : Société ARCELORMITTAL Industeel Creusot
Arrêté d'urgence

Rapport de l'Inspecteur des Installations Classées

L'établissement INDUSTRIEL Creusot, implanté sur la plate-forme industrielle du BREUIL, est spécialisé dans la fabrication d'aciers et le travail mécanique des métaux. Les déchets qui ne peuvent être valorisés dans l'établissement sont éliminés dans des installations réglementées ; ce qui est le cas des poussières des fours de l'aciérie.

Le 9 février 2009, la société INDUSTRIEL Creusot a été informée par les sociétés BEFESA et RECYTECH (situées en région Nord/Pas de Calais), en charge du traitement de ses poussières d'aciérie, du déclenchement du seuil d'alarme de radioactivité des portiques au passage de deux camions citernes contenant des poussières en provenance de l'aciérie du site INDUSTRIEL Creusot (Le Breuil).

Suite à cette alerte, l'exploitant a confié la réalisation d'analyses qualitatives et quantitatives de la radioactivité contenues dans ces poussières à un laboratoire spécialisé. Ces analyses ont permis d'identifier le radionucléide présent dans les poussières (césium 137) et de déterminer l'activité massique moyenne de chaque citerne.

Compte tenu de la radioactivité de ces poussières, ce type de déchets ne peut être accepté dans les centres de stockage RECYTECH et BEFESA. La société INDUSTRIEL Creusot (par l'intermédiaire du bureau d'études APAVE) a donc contacté l'ANDRA dans le but d'envisager la prise en charge des poussières radioactives en CTSFA (Centre de stockage des déchets de très faible activité) mais leur composition chimique n'est pas compatible avec les seuils définis par l'ANDRA pour l'acceptation dans ce type de centre (dépassement en terme de concentration en métaux lourds).

Dans l'attente de trouver une solution optimale de traitement de ces déchets (démarche en cours avec l'ANDRA), l'exploitant considère que les citernes ne peuvent rester stationnées chez RECYTECH et BEFESA. Il a donc décidé de les rapatrier sur son site (Industeel Creusot Le Breuil) en attente de trouver une solution optimale de traitement.

Compte tenu des difficultés rencontrées pour assurer l'élimination de ces déchets dont le délai est d'environ une année, l'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de procéder à leur évacuation sous un délai de douze mois.

Dans l'attente de cette élimination, l'inspection des installations classées propose donc d'encadrer l'entreposage des citernes sur le site d'INDUSTEEL Creusot par un arrêté préfectoral d'urgence prescrivant les règles de sécurité et de contrôle que l'industriel s'engage à appliquer sur le site.

L'inspecteur des installations classées



Delphine GIRARD

Vu et approuvé

Le chef de groupe des subdivisions de Saône et Loire



Patrick ROBINEAU

